

Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 004 du 24 avril 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

Annonce

Trouvez vos offres d'emploi du jour à partir de la page 3.



Education et emploi des jeunes / Sud-Ouest : L'APFG fait don de Kits d'installation à 20 jeunes en fin de formation

Le siège de l'Association pour la Promotion Féminine de Gaoua (APFG) a servi de cadre dans la journée du Jeudi 21 avril 2016 pour une remise de kits d'installation à vingt (20) jeunes en fin de formation dans divers métiers.

Créé en 2005, le Projet Fonds de lutte contre la traite et les autres pires formes de travail des Enfants, connu sous le nom de Fonds Enfants, est le fruit de la coopération entre la République Fédérale d'Allemagne et le Burkina Faso. Il s'exécute dans les régions du Sud-Ouest, de l'Est et une partie du Centre-Est et se positionne comme un instrument de financement qui accompagne la mise en œuvre de la politique nationale en matière de lutte contre la traite et les autres pires formes de travail des enfants. Il appuie les différentes initiatives des collectivités territoriales, des organisations de la société civile et des services techniques de l'Etat, tous engagés dans la lutte contre ce phénomène.

Depuis plus de quinze (15) ans, l'APFG œuvre pour la promotion de l'entreprenariat des femmes, des jeunes filles et garçons dans la région du Sud-Ouest. Le projet d'appui à l'insertion socioprofessionnelle de vingt(20) jeunes de la commune de Gaoua en fin de formation dans diverses filières s'inscrit dans le programme d'activités de l'APFG afin de lutter contre la traite et les autres pires formes de travail des enfants a dit Madame Ini Incouraba DAMIEN/YOUL, Présidente de l'association .

Selon elle : 'la formation des jeunes et leur insertion socioprofessionnelle constituent de nos jours la préoccu-

tion de tous, car les opportunités d'emploi salariés sont moindres et le nombre de jeunes diplômés demandeurs d'emplois augmente d'où la nécessité de la création du Projet d'Appui à l'insertion socioprofessionnelle de vingt(20)jeunes en fin de cycle de formation de la commune de Gaoua dans divers métiers(coiffure, couture, mécanique deux roues et menuiserie)"

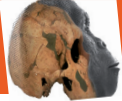
C'est pourquoi Monsieur Loukmani Aouba Préfet, Président de la Délégation Spéciale de la commune de Gaoua est revenu sur le phénomène de la traite et les autres pires formes de travail des enfants qui est une triste réalité dans sa commune et de ce fait constitue un sujet préoccupant qui interpelle à plus d'un titre le rôle et la responsabilité des autorités locales, parents, éducateurs, leadres d'opinion, autorités coutumières, religieuses, militaires, paramilitaires, organisations de la société civile que nous sommes.

Le coût total de ce projet est de sept millions (7 000 000) FCFA dont une subvention de six millions six cent cinquante mille (6 650 000) FCFA de Fonds Enfants et une contribution financière de l'APFG de 350 000f.

Comme suggestions de l'APFG au Projet Fonds Enfants, l'électrification du centre de formation et la construction de salles de classes ont été relévés.

Le représentant des parents des apprenants Madame YOUL Massés a salué les responsables de L'APFG, ceux du Fonds Enfants et les autorités pour cette initiative combien louable. Elle a en retour demandé aux apprenants de mieux se comporter en mettant du sérieux dans tout ce qu'ils feront et surtout ne pas laisser ces kits et aller à l'exil en côte d'Ivoire ou au Ghana.

Karim OUATTARA



**Union pour le Progrès et le
Changement (UPC) :
Il n'y'a pas de crise au sein du
parti, selon le SEN**

Le Secrétariat Exécutif National (SEN) de l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC) a tenu une conférence de presse ce jeudi 21 avril 2016. L'objectif pour le SEN était de faire comprendre aux hommes de médias que le parti du lion se porte bien et présenter les sanctions prises contre les militants frondeurs.

Le 16 avril dernier, le SEN de l'UPC a rendu publique ses décisions prises à l'encontre des militants dont les comportements et les agissements sont jugés inappropriés aux principes et aux idéaux du parti. Il s'agit notamment de Louis Armand OUALI et de Bruno KAFANDO respectivement 2ème vice-président du parti et ancien secrétaire général de l'UPC au Kadiogo. En effet, ses décisions annonçaient la suspension de OUALI des instances du parti et d'une proposition au bureau politique national de l'exclusion du parti. Quant à Kafando, il lui a été demandé des explications sur ses écrits qui tendent à nuire au parti selon les membres du SEN. Toute chose qui n'était toujours pas faite et cela risque également d'aboutir à son exclusion du parti.

Ces évènements que vit l'UPC ces derniers jours font donc penser à une probable implosion du parti. Cependant, selon les membres du SEN qui ont animé cette conférence de presse, il n'en est rien. Pour Mamadou SANON 3ème vice-président du parti, « **les organes dirigeants du partis sont vigilants et prêts à prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire respecter la discipline du parti et défendre ses intérêts contre toute tentative de déstabilisation** ». Il appelle donc les militants « **à rester serein et à poursuivre leur marche triomphale vers le vrais changement** ». Pour Marie Rose COMPAORE secrétaire générale nationale adjointe, la séparation avec des militants n'est pas souhaitable, de surcroit des militants membres fondateurs du parti. Mais si ces derniers ont une volonté manifeste de nuire au parti, ils n'ont plus leur place à l'UPC.

Les conférenciers du jour se sont par ailleurs prononcés sur les élections municipales du 22 mai prochain. A les entendre, l'UPC a présenté des listes de qualité pour ce scrutin et le parti est fortement représenté dans toutes les régions du Burkina, sauf dans la région du nord où il n'est pas dans toutes les communes.

Valentin Youmanli



**M. Amidou YONABA DG
du cabinet Yons Associates**

**Focus Africa RH 2016
L'inédit rendez-vous des solu-
tions aux problèmes de la ges-
tion des ressources humaines**

!

En marge au Focus Africa RH 2016, un forum sur les ressources humaines en Afrique, qui se tiendra du 10 au 13 mai 2016 à Lomé, au Togo, nous avons approché les organisateurs de ce forum inédit pour l'Afrique Sub-saharienne pour en savoir davantage sur les motifs réels d'un tel forum. Le cabinet YONS ASSOCIATES, co-organisateur dudit forum à travers son directeur général, M. Amidou YONABA, a bien voulu répondre à nos préoccupations. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la révolution en matière de gestion des ressources dans les entreprises et organisations publiques en Afrique doit se faire ici et maintenant si ces dernières veulent être « efficaces et efficaces ». Et c'est le pari que compte relever Amidou YONABA et ses collaborateurs à travers Focus Africa RH 2016 où près de 250 participants sont attendus.

A.K.S: Pouvez-vous vous présenter le cabinet YONS ASSOCIATES ?

A.Y : Je voudrais tout d'abord vous remercier pour l'initiative que vous portez . Je suis Amidou YONABA, je suis à la tête du cabinet YONS ASSOCIATES depuis 2003 qui est notre année de création. Nous sommes presque dans la quinzième année d'existence. Le cabinet travaille essentiellement dans quatre (04) grands domaines, c'est-à-dire dans le domaine du conseil en stratégie qui est notre premier domaine d'expertise. Le deuxième domaine d'expertise, c'est le développement organisationnel pour que les organisations et entreprises puissent être le plus efficaces possibles. Le troisième domaine est le conseil en gestion des ressources humaines. Je crois que c'est le domaine où on nous connaît le plus au Burkina Faso même si les autres domaines se portent nettement mieux que celui-ci. Enfin, il y a tout le volet recrutement sur lequel nous médions pour la plupart du temps. Mais je souligne que le côté recrutement depuis un an n'est plus au sein du cabinet. On a une filiale qui est spécialisée dans ce domaine qui s'appelle CRI (Compétence Recrutement Intérim) qui gère toutes les questions concernant le recrutement.

Suite page 3



Suite de l'interview

Nous sommes présents au Burkina Faso avec le siège social à Ouagadougou. On est présent également au Togo, au Niger et aussi dans les autres pays de l'UEMOA par le biais des partenariats avec certains cabinets. Mais dans ces trois pays (sus cités), nous sommes physiquement implantés. Le cabinet fait un effectif d'environ une trentaine de salariés à plein temps à travers le Burkina et ces trois pays.

A.K.S: *Vous organisez justement un forum dénommé Focus Africa RH 2016. À quoi répond ce forum ?*

A.Y: Dans notre troisième domaine d'intervention qui est le conseil en gestion des ressources humaines, nous avons depuis les dix dernières (10) années parcouru les huit (08) pays de l'UEMOA, et au-delà l'Afrique Centrale. Le constat majeur que nous avons fait dans ces différents pays, c'est que la gestion des ressources humaines, lorsqu'elle existe, que ce soit dans le public ou le privé, est encore mal prise en charge. Parmi les problèmes clés qui se présentent, c'est que la plupart de ceux qui ont en charge aujourd'hui cette fonction sont encore à un stade de gestion manuelle. Vous savez que lorsque vous entrez dans une grande entreprise de 2000, 5000 ou 10 000 personnes, si vous regardez l'équipe qui a en charge de gérer ce personnel, la plupart du temps encore, c'est dans des terroirs avec des multitudes de casiers. Ce n'est pas acceptable. Ce n'est ni efficace, ni efficient. Les différents audits sur les ressources humaines que nous avons menés ces dernières années ont fini par nous convaincre qu'il fallait aider les structures, notamment dans les pays francophones, à s'améliorer en termes de gestion des ressources humaines que ce soit dans le public ou dans le privé. C'est fort de cela que nous avons, avec le réseau international dans lequel nous sommes, mobilisé ceux qui développent les solutions logicielles qui aident à mieux gérer les ressources humaines, que ce soit en France, au Canada ou en Afrique du Sud et les réunir à un seul endroit pour inviter les directeurs des ressources humaines ainsi que les gestionnaires des ressources humaines pour qu'ils viennent voir que ce qui leur cause le plus de problème a déjà des solutions. Et aussi à amener progressivement les organisations à mieux gérer le capital humain de leur entreprise. Donc voilà un peu ce qui fonde l'idée d'avoir ce premier salon. Il faut noter qu'en Afrique Sub-saharienne, c'est la première fois que se déplaceront les grandes multinationales qui travaillent dans les technologies liées aux ressources humaines. Un salon a eu lieu pour le Maghreb au Maroc et en Tunisie déjà, mais ce n'est pas l'Afrique Sub-saharienne. Voilà ce qui a motivé le cabinet dans notre dimension régionale à essayer d'apporter notre modeste contribution pour l'émergence de la gestion des ressources humaines.

A.K.S: *Et quelle est la particularité de cet événement ?*

A.Y: Je pense que la particularité de cet événement réside à trois niveaux. Le premier niveau, de notre point de vue, c'est qu'il faut faire tout pour offrir aux gestionnaires des ressources humaines des outils qui les aident à mieux gérer. Et pour cela, sur le site du salon, nous allons avoir une quinzaine de sociétés des Pays du Nord et d'Afrique qui vont, pendant quatre jours en continu, faire de la démonstration sur les principales composantes de la gestion des ressources humaines. Par exemple, une entreprise qui se retrouve avec 3000 à 5000 salariés a besoin de savoir comment il va gérer les carrières de ces gens-là. Si vous allez passer tout votre temps à tirer de vos placards des chemises pour constituer le parcours de quelqu'un qui est avec vous pendant 25 ans, vous n'allez jamais être une entreprise compétitive dans un monde où ça piétine sans pitié. On va offrir la possibilité que, sans quitter l'Afrique, les gens aient accès aux meilleures solutions qu'il y a dans le monde. Et maintenant, l'événement leur permettra de faire des rapports une fois de retour à leur hiérarchie pour dire que pour telle chose, nous souffrons, et il y a une solution, et voilà la solution. Il leur reviendra de rentrer en contact avec les firmes qui ont les solutions pour pouvoir demander un appui à ces dernières.

Deuxième chose que nous pensons que le forum va apporter, c'est le cadre d'échange. En sus des logiciels qui feront l'objet de démonstration, il y aura deux grands panels, un panel

d'ouverture et un panel de clôture. Au panel d'ouverture, nous aurons sur le plateau quatre (04) experts dont un du Canada, un autre de la France et deux de l'Afrique qui vont exposer sur les tendances futures de la gestion des ressources humaines et les défis de la gestion des ressources humaines en Afrique. Ceux qui seront là, cela va leur donner l'occasion de voir quelles sont les évolutions parce que souvent les gens ne savent pas qu'aujourd'hui les entreprises les mieux cotées dans le monde, leur secret ce n'est nulle part ailleurs que dans la gestion des ressources humaines. Tout le reste s'achète. C'est qu'on n'arrive pas à acheter, ce sont les compétences. Si vous voulez un logiciel, vous allez l'acheter, mais une fois que vous avez le logiciel, il faut que vous ayez quelqu'un qui soit capable de le gérer. **Suite Page 4**

Annonce

**Avis de recrutement d'un commercial
insertion publicitaire**

Page 5.



Et nous pensons que nous allons donner l'occasion à ceux qui ont choisi de faire carrière dans la gestion des ressources humaines de mieux se préparer à porter cette fonction. Les panels vont donc aider à cela.

Et troisièmement, le forum va donner l'occasion à ceux qui y seront d'être dans un réseau parce qu'aujourd'hui, vous avez des solutions, vous êtes dans un réseau, vous pouvez écrire à un collègue au Cameroun qui vous aide. Voilà les trois facteurs, de notre point de vue, qui peuvent à faire de cet événement quelque chose d'assez atypique.

A.K.S: *Qui sont alors ceux qui sont attendus pour ce forum ? Est-ce uniquement les gestionnaires des ressources humaines ou y a-t-il des sociétés ou des entreprises qui peuvent y participer ?*

A.Y: Dans les entreprises, je dirai que ceux qui sont les plus indiqués, ce sont les gestionnaires des ressources humaines parce que ce sont eux qui vont utiliser les outils. Déjà à ce jour pour le cas du Burkina, du Togo et de la Côte d'Ivoire, on a des entreprises qui sont inscrites, leurs directeurs mais aussi leurs adjoints. Certains ont inscrit leurs conseillers techniques pour accompagner le DRH (Ndlr : Directeur des ressources humaines). Ils ont leurs besoins qu'ils connaissent. Il y a un public qu'on ne dit pas mais qui est fortement touché par cette rencontre, ce sont les écoles de formation professionnelle. Ils vont trouver là des solutions pour gérer parce que si vous prenez aujourd'hui certaines écoles, elles sont à 10 000 élèves professionnels. Pour elles, cela devient une gestion importante à faire. Il y a également les cabinets de recrutement qui ont besoin d'avoir des logiciels performants pour pouvoir gérer parce que lorsque vous lancer un appel aujourd'hui, et que vous vous retrouver avec 5 000 candidatures, vous ne pouvez pas gérer ça manuellement. Tout ce beau monde est concerné par cette rencontre.

A.K.S: *Êtes-vous le principal organisateur ou avez-vous développé des partenariats en vue de la tenue de ce forum ?*

A.Y: Le cadre de rencontre est organisé entre le cabinet YONS ASSOCIATES et son partenaire canadien qui est Consilium, un cabinet conseil en ressources humaines basé à Montréal. Nous sommes les deux organisateurs. Et notre réseau nous permet de mobiliser une quinzaine de multinationales pour être présentes et montrer les solutions, parce que ces types de salons existent à Bruxelles, Paris, Montréal, New York, mais cela ne s'est jamais passé ici. Le mérite que nous recherchons c'est de déplacer ces gens-là pour que l'Afrique soit prise en compte dans la mondialisation.

A.K.S: *Combien de participants sont attendus à Focus Africa RH 2016 et pourquoi même le choix de la ville de Lomé pour abriter ce salon ?*

A.Y: Nous attendons autour de 250 participants de dix (10) pays tous francophones. Nous l'avons fait à dessein. Pour que les gens puissent mieux communiquer, on a voulu que ce soit des gens qui partagent tous la langue française. Nous avons choisi Lomé pour deux raisons. Premièrement, nous ferons de ce salon, un salon qui va être mobile. Lomé, parce que nous pensons qu'en tant qu'entreprise, tout en étant basés au Burkina, nous ne sommes pas une entreprise burkinabè, nous sommes une entreprise de la zone UE-MOA. Nous voulons accompagner l'ensemble des pays de l'UEMOA. Le Togo a signé son retour sur la scène internationale, il y a cinq ans. Nous apprécions les performances économiques et financières de ce pays-là. Nous pensons que le secteur privé est en train de se moderniser. On veut apporter notre contribution. Et on a choisi de commencer par Lomé en attendant de voir quels sont les pays qui vont donner des gages d'être des pays bien gouvernés et pour les prochaines éditions, on ira vers là.

A.K.S: *Étant donné le contexte d'insécurité qui prévaut en Afrique Sub-saharienne notamment les attentats terroristes. Est-ce que vous pouvez rassurer les participants de leur sécurité ?*

A.Y: Vous savez, on vient de boucler le CO à Abidjan. C'était juste une semaine après l'attentat de Grand-Bassam. Bruxelles vient de connaître à son tour la même situation. Nous disons à tous les participants, notamment les multinationales qui doivent venir pour présenter leur expertise dans le domaine des solutions logicielles et qui sont des gens qui ont souvent le moins de contact avec l'Afrique, qu'ensemble nous devons résister pour que le terrorisme recule. Si on fuit le terrorisme, on lui fait le lit. Nous pensons donc qu'il faut avancer en dépit de cela. Le pays d'accueil a pris toutes les dispositions. On ne peut pas dire qu'à 100% la situation est maîtrisée mais toutes les dispositions, comme partout d'ailleurs en Afrique de l'Ouest, nous espérons que tout va bien se passer. Il n'y a pas de raisons de ne pas continuer à vivre.

A.K.S: *À quoi vont servir les résolutions qui vont être prises au cours de ce débat et comment pouvez-vous envisager les retombées futures de ce forum ?*

A.Y: Cela est possible à deux niveaux, d'abord parce que les participants ne viennent pas pour trancher déjà par rapport à tel ou tel problème mais c'est de découvrir, face aux problèmes auxquels ils sont confrontés, quelles sont les solutions qui existent. Cela va leur permettre une fois de retour de faire les rapports à leur hiérarchie. Juste pour donner un exemple que nous citons toujours lors des ateliers de formation. Nous disons aux gens : le groupe Nestlé gère 3 750 personnes salariées en Afrique de l'Ouest, et ils sont trois (03) personnes à le faire. **suite page 5**



Aujourd'hui la moyenne des équipes de direction des ressources humaines dans les ministères au Burkina est de quinze (15) pour gérer même pas 1 500 salariés souvent. Et ils (Nestlé) gèrent mieux. Aujourd'hui dans le groupe Nestlé, la demande d'autorisation d'absence n'est plus déposée en papier mais en ligne. Et ceux qui vont encore exister dans les prochaines années seront ceux qui vont réussir leur transition au numérique. Il n'y a plus de débat en la matière. On ne peut donc pas continuer à tourner les pieds. Nous pensons que, une fois que les gens arrivent et qu'ils voient les solutions, ils doivent convaincre leur hiérarchie pour faire ce partage-là. Regardez toutes les sociétés d'État au Burkina par exemple, la gestion des ressources humaines est encore à un stade manuel. On ne peut pas continuer comme cela. Pendant que les citoyens attendent un service de qualité, on ne peut pas continuer à tâtonner. Nous pensons qu'il ne faut pas seulement dénoncer, il faut aider les organisations à s'améliorer et nous en sommes une solution. Nous apportons nos idées en disant : voilà les solutions. C'est à vous maintenant de décider d'avancer ou de ne pas le faire. Et dans deux ans, lorsqu'on fera la prochaine édition, on évaluera pour voir ceux qui ont pu passer à la prochaine étape. Voilà un peu comment les retombées seront évaluées.

A.K.S: *À quelques jours de ce cadre de rencontre, quel bilan d'organisation pouvez-vous faire et quel est l'engouement par rapport à ce forum tant attendu ?*

A.Y: Je dirai que dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, en tout cas, il y a un engouement certain comme dans le cas du Burkina où déjà on est à des niveaux d'inscription intéressants même chose au Niger, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali. Bref, c'est un événement attendu par les professionnels concernés par ces questions-là. Nous pensons que tout naturellement d'ici à deux semaines, nous serons très bien situés mais les premières tendances que nous avons, nous sommes satisfaits de l'évolution des choses à ce niveau.

A.K.S: *Est-ce que vous avez un appel à lancer pour la mobilisation par rapport à ce forum ?*

A.Y: L'appel est à deux niveaux, c'est-à-dire au niveau des dirigeants d'entreprise et des organisations du secteur public et des ONG. Nous disons qu'il faut aider les gestionnaires des ressources humaines à bien faire leur travail et les aider, c'est aussi leur donner des outils qui leur permettent de faire ce travail. Le deuxième appel concerne même les gestionnaires des ressources humaines. Ils savent bien que nous ne pouvons pas continuer dans la lancée dans laquelle ils se trouvent actuellement. Il faut bien que l'on fasse la transition vers le numérique. Il faut qu'on passe à une autre façon de développer les supports de gestion des ressources humaines. Je voudrais terminer par l'anecdote

pour dire qu'il y a quelque chose d'assez frappant et qui est typique à l'Afrique Sub-saharienne : si vous regardez, nous sommes encore la partie du monde où il y a l'opération « billettage ». On doit aligner des gens pour savoir si on ne paie pas des cadavres et des absents. L'image est citée dans toutes les écoles de management. On dit : si vous voulez ressembler à l'entreprise du 17e siècle, c'est l'Afrique. Il faut que cela cesse ! Et c'est pourquoi, nous voulons contribuer à changer les choses en Afrique en apportant des innovations à la façon de travailler dans les organisations africaines. Par ailleurs, les inscriptions à ce forum vont jusqu'au 30 avril 2016.

A.K.S: *Un dernier mot ?*

A.Y: C'est vraiment vous remercier et vous encourager dans le travail que vous abattez.

Propos recueillis par Aris SOMDA

Les offres d'emploi sur 

www.jobs-campus.com

Poste : Commerciale insertion publicitaire

Type d'emploi : CDD

Pays : Côte d'Ivoire

Adresse : ci@educarriere.net

Date limite de dépôt des dossiers : 26/04/2016

Description :

Vous êtes en charge du recrutement de clients en vue de la commercialisation de nos produits et services.

Pour réussir votre mission:

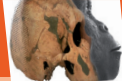
- Vous prospectez
- Vous assurez le suivi du prospect
- Vous réalisez les objectifs de chiffre d'affaire assignés
- Vous participez à l'activation des produits sur le terrain à travers les animations
- Vous assurez la veille concurrentielle

Profil du poste

- Poste réservé uniquement à la jeune femme ambitieuse
- BAC +2 – BAC +4
- 2 ans d'expérience minimum dans la vente de services
- Avoir obligatoirement le permis de conduire car véhicule de service disponible

Envoyer dossier de candidature à envoyer à tanrecrute-ments@yahoo.fr.





Les offres d'emploi sur
www.jobs-campus.com



Poste : un auditeur ou une auditrice

Recruteur : ANPE -MALI

Type d'emploi : CDD

Pays : MALI

Adresse : ANPE- MALI

Date limite de dépôt des dossiers : 01/05/2015

Description :

Auditeur : Fonctions principales

•Travailler dans la zone rurale de Sido pour faire les enquêtes, le suivi des clients et des boutiques

Qualifications requises

•Citoyen du Mali âgé de 23 à 35 ans

•Diplôme universitaire en comptabilité, l'audit, la logistique ou un sujet lié

•1 an d'expérience de terrain dans un domaine relatif

•Expérience d'habiter en milieu rural

•Posséder une moto et savoir la conduire à plus de 200 km/jour

Qualifications techniques

•Excellente capacité en communication orale et écrite, en français et bambara

•**Qualifications techniques** sur la comptabilité, l'audit ou

la logistique

Qualification personnelles

•Très attentif aux détails, minutieux, approfondi ;

•L'autonomie et l'aptitude à travailler sous pression avec la flexibilité de s'adapter aux conditions

•Capacité de rester aux villages ruraux pour plusieurs semaines.

•Capacité à travailler sur le terrain à 90% du temps, y compris les villages éloignés du goudron

•Un très grand enthousiasme de travailler dur et de chercher des solutions aux problèmes

•Grande humilité et la capacité à recevoir des conseils

Les dossiers de candidature constituent le CV et une lettre indiquant le poste choisi

•**Les dossiers sont à déposer** à Faso Kanu, Rue : 14 porte : 71, tel : 77 73 88 88 ou 44 38 82 38 non loin du Lycée Cheick Anta Diop

•Si vous êtes accepté, vous serez invité au bureau pour faire un entretien

•Les premiers à postuler seront prioritaires dans la sélection.

Poste :Assistant de personnel

Recruteur : ANPE -MALI

Type d'emploi : CDD

Pays : MALI

Adresse : ANPE- MALI

Date limite de dépôt des dossiers : 02/05/2016

Description :

Qualification du candidat :

Une personne ayant les qualifications et les compétences suivantes :

o Bac + 5 en commerce international ou Géotechnicien ou Gestion d'entreprise et d'administration (GEA)

Compétences requise

o Bonne maîtrise des outils informatiques (Word, Excel

et Outlook)

o Des notions en Autocard seraient un atout

o Bonne maîtrise de l'anglais écrit et oral

Compétences souhaitée

o Rigoureux et très disponible

o Sens de l'organisation, ouverture d'esprit, créativité et qualités relationnelles

oHonnêteté et loyauté

o Accepter de travailler sous-pression

Veillez envoyer votre dossier Un CV, une lettre de motivation, les copies des (du) diplômes universitaires ou professionnels par e-mail vers recrutement@malivision.com.



Les offres d'emploi sur
www.jobs-campus.com



Poste : Project Officer

Recruteur : OXFAM

Type d'emploi : CDD

Pays : Dori/Burkina Faso

Adresse : infoburkina@oxfamintermon.org/25 36 20 68

Date limite de dépôt des dossiers : Début souhaité: mai 2016

Description :

Profil du candidat:

Diplôme universitaire dans des domaines suivants:

sociologie, anthropologie, Economie, Agro-Economie, socio-économie.

Français courant (parlé ou écrit) Bonne maîtrise des logiciels word et excel

bonne connaissance du milieu des ONG, la gestion du cycle de projet/approche cadre logique;

Bonne connaissance des normes et standards Sphères, des programmes moné-

taire;

Avoir menée au moins une HE (Household Economy Assessment)

Avoir travaillé au moins trois mois dans le sahel

Avoir une expérience d'un an en tant que formateur en « approche cadre logique »

Disposer d'une expérience dans le plaidoyer;

Avoir une connaissance sur les politiques publiques au Burkina Faso notamment la politique de sécurité alimentaire et la politique de la protection sociale, etc.

Dossier de candidature:

-lettre de motivation adressée au Directeur Pays

-Un CV détaillé avec une photographie et indiquant les adresses de 3 personnes de référence;

-les copies des diplômes et attestations.

Source: Le Pays du jeudi 21 avril 2016.

Poste: Responsable de Suivi-Évaluation et Apprentissage

Recruteur: Fondation Educacion Cooperacion (Educo)

Type d'emploi: CDD

Pays : Ouahigouya/ Burkina Faso

Adresse: karidia.sanon@educu.org/ (en copie à) educu.burkina@educu.org

Date limite de dépôt des dossiers: lundi 29 mai 2016 à 18H00

Description :

Profil du Candidat:

-Diplôme supérieur (au moins BAC+4) en statistique, démographie, sciences sociales, gestion de projets;

-Avoir au moins trois ans dans un poste de Suivi-Evaluation au sein d'ONG internationales, de préférence dans le domaine de l'éducation et de l'approche droits de l'Enfant;

-Connaissances d'outils d'analyses et de gestion de bases de données (SPSS, STATA, Access, etc.);

-Bonne connaissance des outils de suivi-évaluation;

-Maîtrise des outils informatiques Word et Excel.

Dossier de Candidature:

-Un CV

-Une lettre de motivation

-Photocopies légalisées des diplômes

-Photocopie légalisée de la CNIB

-Contacts de trois personnes de référence

-Pour les finalistes il sera demandé aux finalistes de compléter leurs dossiers avec un extrait du casier judiciaire

Lieu de dépôt : siège de la Délégation sis au secteur 10 de ouahigouya, à côté du lycée Teel-Taaba/ karidia.sanon@educu.org/ (en copie à) educu.burkina@educu.org / 00226 24 55 44 76. Par courrier BP 413 Ouahigouya

Date limite de dépôt: lundi 29 mai 2016 à 18H00

source: l'Observateur Paalga du mercredi 20 avril 2016.

Sciences-Campus Info
Magazine Scientifique & Universitaire

Magazine d'informations scientifiques et universitaires.

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02

Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/CAO/TGI/O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

GOW Siaka

Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE SOMDA

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

Correspondants des provinces du

Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargéable:

sur www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22670880652

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique
Sciences-Campus Info.*